

APRÈS LA BAVURE MILITAIRE AYANT COÛTÉ LA VIE, DIMANCHE DERNIER, À UNE MÈRE DE FAMILLE

Imposante marche de protestation à Fréha

Le décès de K. Z., une femme âgée de près de cinquante ans, suite aux tirs d'un militaire en faction dans une guérite de la caserne des parachutistes de Fréha, dimanche dernier vers 22 h, a suscité une indignation profonde au sein de la population de cette localité.

Lors de l'enterrement de la défunte au milieu de l'après-midi de lundi, soit le lendemain de son décès, les élus locaux, le wali et les responsables militaires de la wilaya de Tizi Ouzou se sont déplacés chez la famille de la victime pour l'assurer de leur compassion, notamment de leur volonté de diligenter une enquête pour déterminer les responsabilités de tout un chacun.

Apparemment, cela n'a pas suffi à calmer la population.

La famille de la défunte est composée de quatre frères et leur assez nombreuse descendance, établie derrière ladite caserne, à proximité de la rive de l'oued Sebaou, depuis longtemps, agriculteurs de père en fils.

La victime a 14 enfants et avait subi déjà les affres de la mort en perdant l'un de ses fils en 2009.



Une marche largement suivie.

l'entrée principale, ce qui a nécessité l'intervention des forces de l'ordre pour faire disperser les manifestants et mettre fin aux hostilités. En fin d'après-midi de la même journée, la coordination des comités de village avait pris le relais en appelant à une journée de grève et à une marche pour le lendemain mardi.

Et l'idée de revendiquer la délocalisation des casernes commençait à germer.

La population manifeste sa colère

L'appel a été entendu et le mot d'ordre entièrement suivi dans la journée de mardi où tous les commerces avaient baissé rideau en signe de solidarité avec la famille de la victime et aussi pour manifester leur colère face à de tels actes et demander que toute la lumière soit faite sur cette affaire, mais l'idée d'une délocalisation des

casernes installées à l'intérieur de la ville est venue se greffer à ces revendications. En cette journée de mardi, Fréha ressemblait à une ville fantôme. Mais la marche prévue pour la matinée a été annulée faute d'une organisation adéquate, et visiblement l'appel n'a pas drainé grand monde.

Jeudi, jour de marche et de protestation

Finalement, la marche programmée pour le jeudi a été une réussite sur le plan organisationnel et le nombre de participants. C'est vrai que les organisateurs ont acquis une expérience conséquente lors de précédentes marches de Fréha sur l'insécurité et les kidnappings. La marche de protestation, qui a regroupé des centaines de personnes venues de partout et des élus de différentes communes voisines, a commencé vers 10 heures près du lieu du décès de la victime, c'est-à-dire derrière le stade communal et s'est dirigée vers le centre-ville pour enfin s'arrêter devant le siège de l'APC de Fréha, et ce, alors que tous les commerces étaient fermés et n'ont repris leurs activités qu'une fois la manifestation terminée.

F. B.

Pas de rassemblement de protestation à Paris contre Air Algérie

Il n'y aura pas de rassemblement aujourd'hui devant le siège d'Air Algérie à Paris. Un accord vient d'être signé entre les représentants de la compagnie en France et l'Association de défense des droits des usagers d'Air Algérie.

Cette association, créée au lendemain des nombreuses perturbations suite à la grève du personnel navigant, commercial du 11 au 14 juillet, avait appelé à ce rassemblement pour dénoncer «la gestion désastreuse de la grève par AA», comme elle s'élevait plus globalement «contre l'augmentation importante des prix des billets en période de vacances».

Dans le communiqué commun signé par les deux parties, si AA «réitère les excuses déjà présentées par son P-dg, les deux parties ont convenu d'une série de rencontres et d'œuvrer ensemble à la création d'un cadre de concertation permanent pour répondre objectivement aux attentes des usagers d'Air Algérie».

Pourtant, l'association s'est engagée à privilégier le dialogue et «annule le rassemblement qui était prévu pour aujourd'hui».

K. B.-A.

Promotions Aigle Azur de septembre à décembre 2011

Alger, Annaba, Batna, Béjaïa, Biskra, Chlef, Constantine, Oran, Sétif, Tlemcen, autant de destinations à partir de l'Hexagone et que pratique la compagnie Aigle Azur à partir de 235 euros. Ces tarifs (hors frais de service) sont valables pour toutes les réservations qui se feront avant le 26 septembre et pour des voyages devant s'effectuer entre le 16 septembre 2011 et le 11 décembre 2011.

K. B.-A.

Lundi, tristesse et tension à leur paroxysme

Après l'enterrement, de nombreux citoyens se sont rassemblés devant le siège de l'APC avant de se mettre en face du portail de la caserne des parachutistes où quelques escarmouches se sont produites.

Des pneus ont été brûlés, suivis de jets de pierres à l'intérieur de la caserne.

Les militaires se sont cantonnés à l'intérieur en désertant le barrage habituellement établi à

Plus de 110 agents de la Protection civile pour encadrer les futurs hadjis

Plus de 110 agents de la Protection civile provenant de plusieurs wilayas ont bénéficié, durant plus d'une semaine, d'une formation spécifique au niveau de la direction de la Protection civile de Tipasa.

Ce regroupement, placé sous l'égide de la direction générale de la Protection civile, se fixe comme objectif de préparer les agents désignés pour encadrer les futurs hadjis algériens.

Cette préparation consiste en la prise en charge des futurs hadjis au niveau des différents aéroports de La Mecque, la facilitation et l'assistance des procédures administratives et aéroportuaires pour ces futurs hadjis. Cette assistance multiforme s'étend à la préparation des lieux d'arrivée des futurs hadjis, pour leur accueil, leur restauration et leur hébergement. Selon le colonel de la Protection civile de Tipasa, désigné en qualité de président de la délégation formée par ces 110 agents : «L'expérience acquise par l'Algérie en matière de prise en charge de nos futurs hadjis facilite

grandement l'accès aux diverses commodités et permet l'accomplissement des rituels du hadj dans d'excellentes conditions. Nous avons formé plusieurs équipes en vue d'encadrer nos hadjis, au démarrage même de l'accomplissement des rituels, au niveau de La Mecque.» Toujours d'après notre interlocuteur : «Les moindres détails pour faciliter l'accomplissement du hadj par les Algériens font l'objet d'un agencement et d'un calendrier à respecter minutieusement par nos agents.» Le président de cette délégation nous a informé que des spécialistes malaisiens du hadj ont animé une série de conférences méthodologiques basées sur les expériences de ce pays en vue du déroulement du hadj. Plusieurs hadjis questionnés sur la légendaire discipline des centaines



Assistance multiforme des agents de la Protection civile aux futurs hadjis.

de milliers de hadjis malaisiens reconnaissent que l'organisation de l'accomplissement du hadj par ces derniers est exemplaire sachant que leur nombre avoisine plus de 10 fois les quotas algériens. Il est à

rappeler que le quota alloué par l'Arabie saoudite est de 10% de la population de chaque pays soit pour l'Algérie 36 000 hadjis environ.

Larbi Houari

EMPLOYÉS DES LABORATOIRES DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Ils contestent le régime indemnitaire

Les employés des laboratoires affiliés au Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) contestent les nouvelles primes annoncées par la tutelle.

Dans un communiqué rendu public, les employés des laboratoires se disent «lésés». «Contrairement aux reste de la corporation de l'éducation, la prime de rende-

ment est restée la même, soit 30%, de même pour la prime compensatoire du service technique, fixée à 25%. La prime de risque, qui est de 10%, est négligeable devant les primes accordées aux autres fonctionnaires du secteur», explique-t-on.

Ils appellent ainsi le ministère de l'Éducation à corriger les «imperfections» contenues dans le statut particulier afin, soulignent-ils, «de bénéficier de toutes les

primes prévues dans le régime indemnitaire 10/78 à l'instar de tous les autres travailleurs du secteur».

La Coordination nationale des employés des laboratoires menace dans le cas de la non-satisfaction de ses revendications «légitimes» de recourir à un mouvement de protestation, notamment des grèves et des sit-in, précise la même source.

R. N.